



Contre-jour

Birmanie : la transition démocratique selon la junte

par Renaud Egreteau

Le 17 mai 2004, le régime militaire birman réunit une nouvelle Convention nationale, clé de voûte du processus de démocratisation annoncé par le Premier ministre, le général Khin Nyunt. Un an auparavant, le 30 mai 2003, de violents affrontements avaient eu lieu entre des sympathisants de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi et des partisans du régime, lors d'un déplacement de la leader de l'opposition démocratique birmane à Depeyin, au Nord du pays¹. Pour la troisième fois depuis 1988, Aung San Suu Kyi était arrêtée, puis assignée à résidence en septembre 2003, à la suite d'une intervention chirurgicale. Le Conseil d'État pour la paix et le développement (SPDC)² dut alors affronter les critiques de la communauté internationale, y compris celles des pays de l'ASEAN³ jusque-là réticents à toute forme d'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays membre. De nouveau mise à l'index et qualifiée de paria, la junte militaire est alors passée « à l'offensive » en annonçant sa volonté de prendre l'initiative d'un apaisement et d'une « réconciliation nationale » qui viseraient selon elle à encourager une transition démocratique progressive.

De fait, la Birmanie⁴ fait toujours figure de « vilain petit canard » en Asie du Sud-Est. Rattachée à l'Empire britannique des Indes pendant plus d'un siècle, elle n'a en effet connu qu'une décennie de vie démocratique avant que l'armée birmane (*Tatmadaw*) et son leader, le général Ne Win, ne prennent le pouvoir par un coup d'État en mars 1962. Depuis, le pays est resté en marge des processus de transition démocratique qu'ont connus les Philippines (1986), la Thaïlande (1992)

1. Voir le rapport d'Amnesty International, *Myanmar - Violent Attack on Political Party Members: Independent Investigation Must Take Place*, 10 octobre 2003 (ASA 16/028/2003).

2. Après le soulèvement populaire de septembre 1988, une nouvelle junte, le Conseil d'État pour la restauration de la loi et de l'ordre (SLORC), a pris le pouvoir à Rangoon. En novembre 1997, après une nouvelle purge, cette même junte a pris le nom de Conseil d'État pour la paix et le développement (SPDC).

3. L'Association of Southeast Asian Nations comprend la Birmanie, Brunei, le Cambodge, le Laos, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam.

4. La Birmanie a été renommée Myanmar par la junte en 1989. On utilisera ici l'appellation française Birmanie.

ou l'Indonésie (1998). Gouvernée depuis quinze ans par le même triumvirat (les généraux Than Shwe, Maung Aye et Khin Nyunt, respectivement chef de l'État, chef d'État-major de la *Tatmadaw* et chef des Renseignements militaires nouvellement promu Premier ministre), c'est aujourd'hui la dernière dictature asiatique avec la Corée du Nord. En 1997, la Birmanie a cependant intégré l'ASEAN, et le concept d'*engagement constructif* favorable à la junte fait désormais partie de la rhétorique diplomatique régionale. Or Rangoon devrait hériter pour la première fois de la présidence tournante de l'ASEAN en juillet 2006. Pour les États membres de l'Association, le fait d'être présidés par le dernier régime militaire et dictatorial de l'Asie du Sud-Est risque d'affecter considérablement la crédibilité et l'image de l'ASEAN au niveau international. Un régime birman résolument engagé dans un processus de démocratisation et ouvertement prêt à une transition ne peut donc qu'être le bienvenu.

La dernière carte politique de la junte birmane

En août 2003, le général Khin Nyunt a exposé une feuille de route en sept points sur lesquels s'engageait le gouvernement militaire pour établir un climat de confiance et enclencher le processus de transition démocratique promis⁵ :

- Convoquer la Convention nationale chargée de rédiger une nouvelle Constitution ;
- Prendre les mesures nécessaires à l'établissement d'un régime démocratique une fois la Convention nationale achevée ;
- Rédiger la Constitution selon les principes édictés par ladite Convention ;
- Organiser un référendum dans l'ensemble du pays pour ratifier cette Constitution ;
- Organiser des élections parlementaires selon les nouvelles règles constitutionnelles ;
- Réunir le nouveau Parlement élu ;
- Établir une nation moderne et démocratique avec à sa tête un chef d'État et un gouvernement élus par le Parlement.

Le fait que l'annonce de ce programme ait été rendu publique a lui-même constitué un premier tournant. En effet, le régime birman s'était jusqu'alors retranché derrière le sacro-saint principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État. Or la transition démocratique et le dialogue avec l'opposition (que ce soient les minorités ethniques ou la LND d'Aung San Suu Kyi) ont toujours constitué pour la junte une affaire interne qu'il ne convenait pas de commenter à l'extérieur, lors de rencontres bilatérales ou de sommets internationaux. La Birmanie

5. *New Light of Myanmar* (supplément), 31 août 2003.

militaire suivait sa propre destinée politique et n'entendait pas se laisser donner des conseils, voire adresser des injonctions par des puissances étrangères, en particulier occidentales, qualifiées de « néocolonialistes ». L'annonce publique de cette feuille de route a donc marqué une véritable rupture dans le discours officiel du régime, ou du moins d'une partie de ses représentants, notamment les Military Intelligence Services (MIS) du général Khin Nyunt. Les efforts de l'ASEAN, et surtout de la Thaïlande du Premier ministre Thaksin, semblaient porter leurs fruits, même si les pressions des pays asiatiques sur un régime assez largement hermétique aux critiques internationales ne peuvent à elles seules expliquer ce changement de rhétorique. Depuis l'automne 2003, Khin Nyunt et son ministre des Affaires étrangères, U Win Aung, se sont lancés dans une offensive de séduction diplomatique afin de prouver l'engagement sincère de la junte dans le processus de transition démocratique. Le nouveau Premier ministre n'a eu de cesse de clarifier ses intentions auprès de la communauté internationale dans le but d'obtenir son soutien. Le 15 décembre 2003, le gouvernement thaïlandais a réuni à Bangkok une conférence internationale regroupant autour de la Thaïlande et de la Birmanie des représentants de dix pays, dits *like-minded* (Allemagne, Australie, Autriche, Chine, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Singapour) ainsi que l'envoyé spécial de l'ONU pour la Birmanie (Ismail Razali), afin de suivre l'évolution du processus initié par Khin Nyunt. On notera toutefois que ni les États-Unis ni la Grande-Bretagne, les plus fervents opposants à la junte birmane, n'ont été invités. Un mois plus tard, en janvier 2004, un séminaire international a été organisé à Rangoon par l'intermédiaire d'un *think-tank* d'État, le Myanmar Institute of Strategic and International Studies. Réunissant des experts académiques (y compris occidentaux) de la Birmanie et de l'Asie, des diplomates, des représentants d'ONG et de milieux d'affaires, ce séminaire intitulé « Comprendre le Myanmar » a également marqué un net progrès dans l'effort mené par la junte pour justifier ses choix, en particulier auprès de ses voisins.

Face à une situation interne potentiellement explosive et un statut international peu enviable, la position de la junte birmane est de plus en plus délicate. Les événements du 30 mai 2003 ont révélé les faiblesses du régime, et surtout d'une armée qui, quinze ans après le soulèvement démocratique et social de 1988, semble avoir perdu tout le prestige qu'elle avait malgré tout conservé durant la dictature du général Ne Win⁶. Bête noire du régime, Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix en 1991, possède une aura exceptionnelle dans tout le pays et représente l'opposition civile la plus sérieuse, malgré tous les efforts de la junte pour l'isoler. Par ailleurs, en cas de bouleversements politiques incontrôlables, l'armée et ses hiérarques craignent de perdre non seulement les privilèges économiques qu'ils se sont octroyés depuis

6. Comme le montrent depuis plusieurs années les travaux du chercheur australien Andrew Selth (cf. Andrew Selth, *Burma's Armed Forces: Power without Glory*, New York, Eastbridge, 2002).

leur arrivée au pouvoir en profitant notamment du processus de libéralisation économique que le SLORC avait engagé en 1989 –, mais aussi le contrôle politique et social qui leur a conféré un pouvoir sans commune mesure sur le pays, les dirigeants se réappropriant ainsi le mythe du roi hindou gouvernant par la force son royaume conquis militairement, et ce pour le « bien-être » de ses sujets. Enfin, bien que l'opposition démocratique ait proposé de discuter d'une éventuelle amnistie des généraux, s'ils étaient écartés du pouvoir, les exemples de l'Amérique du Sud et des Balkans ne sont pas à même de rassurer les chefs de l'armée qui redoutent, tôt ou tard, d'avoir à répondre devant des tribunaux nationaux – voire internationaux – de plus de quatre décennies de violation des droits de l'homme, d'actes de tortures, de trafics de drogue et autres opérations de blanchiment.

En fait, selon un processus caractéristique des régimes dictatoriaux qui acceptent d'évoluer pour éviter de se faire renverser, une partie du régime birman cherche à prendre l'initiative au plan politique pour contrôler un tant soit peu les bouleversements qui pourraient advenir, afin d'éviter que des changements ne lui soient imposés de l'extérieur. Les positions de la junte sont bien connues car elles n'ont pas évolué depuis le milieu des années 1990. Loin de vouloir céder le pouvoir, les militaires ont une vision politique de la future Birmanie qui laisse à l'armée un rôle capital. Les travaux de la première Convention nationale restent pour eux la base de toute négociation et illustrent parfaitement leur stratégie politique. Réunie en janvier 1993, à la suite du scandale politique des élections du 27 mai 1990, cette première Convention nationale était composée de 702 représentants (soigneusement choisis par le régime : moins de 15 % des élus de mai 1990 y siégeaient) et avait pour objectif de rédiger une nouvelle constitution pour le pays, celle de 1974 ayant été abrogée dès 1988. Très vite, elle est apparue comme une simple chambre d'enregistrement de propositions déjà pensées et écrites par le régime. Quelques mois après la fin de la première assignation à résidence de Suu Kyi en juillet 1995, la LND a claqué la porte de la Convention, en invoquant, outre la non-représentativité de ses membres, l'absence totale de liberté d'expression. Huit ans plus tard, le régime militaire s'en tient toujours aux six objectifs et cent quatre principes fondamentaux édictés lors de cette première Convention, « dogmes » non négociables et préalables à tout compromis politique⁸. Ainsi, la junte a proposé que 25 % des sièges de chaque nouvelle assemblée créée (la chambre basse et la chambre haute, dite « des nationalités », mais aussi, au niveau local, les chambres régionales dans le cadre d'une Union fédérée) soient réservés à la *Tatmadaw*, qui garderait en outre

7. Alors qu'Aung San Suu Kyi était détenue par le gouvernement militaire, la LND a remporté les élections législatives avec 392 sièges sur 485 (82 %). La junte a cependant refusé de reconnaître ces résultats.

8. Principes rendus publics par le régime dès septembre 1993 (cf. *New Light of Myanmar*, 18 septembre 1993), et non négociables (déclaration du général Thein Sein, *New Light of Myanmar*, 20 avril 2004)

le contrôle de trois ministères clés (Défense, Intérieur et Zones frontalières) et serait affranchie de toute tutelle civile (en particulier en matière budgétaire). Un collège électoral composé des membres du Parlement et de militaires élirait le chef de l'État, militaire de carrière et ne devant pas avoir résidé plus de vingt ans hors du pays ni être marié(e) à un(e) étranger(-ère), principes qui *de facto* écartent du pouvoir Suu Kyi et ses fils. Enfin, le chef d'État-major de l'armée aurait le droit de déclarer l'état d'urgence sans justification ni préavis et donc de ramener l'armée au pouvoir de façon unilatérale, en occupant toutes les fonctions dévolues au chef de l'État. Tout en s'accrochant au pouvoir, le régime birman promet donc officiellement le principe d'une « démocratie disciplinée », concept né des valeurs asiatiques auxquelles les généraux birmans ont été très réceptifs dans les années 1990. Il s'agit en quelque sorte d'une « voie birmane vers la démocratie », le SPDC étant résolument opposé au modèle occidental dont s'inspire largement l'opposition démocratique birmane. L'application de la « feuille de route » élaborée par le Premier ministre en mai 2004 est censée conduire à la mise en place de cette démocratie disciplinée, fondée entre autres sur les « traditions » birmanes, les idéaux néobouddhistes et les valeurs de discipline filiale, mais non parlementaire et non fédérale. Loin d'être une véritable démocratisation, cette simple libéralisation du régime a d'emblée suscité une certaine méfiance.

Les écueils de la transition démocratique

Tout observateur de la Birmanie depuis quinze ans est en droit de douter des chances d'aboutissement de cette feuille de route. Tout d'abord, il suffit de retracer l'évolution politique du pays depuis l'arrivée au pouvoir du SLORC en 1988 pour constater que rien n'est vraiment nouveau dans le discours politique ambiant et que les faits ne suivent pas systématiquement, bien au contraire, les déclarations et engagements officiels de la junte. En avril 2004, un premier recul est venu illustrer le refus de tout changement de la part des militaires. En effet, la junte a bloqué le processus de Bangkok en refusant de participer à la seconde conférence qui devait avoir lieu sous l'égide du gouvernement thaïlandais les 29 et 30 avril. Véritable camouflet pour la politique d'engagement de Thaksin, ce coup de frein certainement donné par le chef de l'État, le général Than Shwe, a également constitué un revers politique pour le Premier ministre Khin Nyunt et ses MIS qui avaient accepté le principe d'une participation birmane, voulant ainsi prouver la bonne volonté du régime. Le processus a donc été entravé avant même que la réunion de la Convention nationale, pourtant annoncée en grande pompe, ait lieu le 17 mai 2004. Dès le début, le régime a affirmé que la Convention devait reprendre les travaux là où ils avaient été arrêtés en 1996. Tout aussi contrôlée et encadrée, cette nouvelle Convention n'est donc qu'une réplique de la précédente, le millier de délégués (1 088, nommés

par la junte) ne pouvant sortir du camp retranché où se déroulent les débats (à Hmawby, au Nord de Rangoon, dans une garnison militaire, fief de l'Union Solidarity and Development Association, branche politique de la junte, qui avait dès septembre 2003 soutenu le processus conventionnel par de grandes manifestations). En outre, malgré de nombreuses discussions internes – Aung Shwe, U Lwin et Tin Oo, leaders de la LND, ont été autorisés à rencontrer Suu Kyi chez elle, à plusieurs reprises, quelques jours avant le début de la Convention –, la LND a choisi de ne pas participer à cette grand-messe du régime⁹. Huit groupes militants minoritaires, dont certains structurés sur une base ethnique, ont également refusé de souscrire à ce qu'ils considéraient comme un scénario politique écrit à l'avance¹⁰. Enfin, un mois après l'inauguration de la Convention, d'autres groupes ayant envoyé des délégués ont à leur tour émis de (discrètes) critiques à l'égard d'un processus qu'ils jugeaient trop encadré.

Dans l'hypothèse d'une bonne application des premières étapes de la feuille de route de Khin Nyunt, le régime devrait organiser deux grandes élections à l'échelle nationale (référendum et élections parlementaires). Or les militaires ont derrière eux l'expérience de la défaite électorale aussi inattendue que cinglante de mai 1990. Rien ne permet de penser qu'ils l'ont oubliée et qu'ils sont à nouveau disposés à foncer dans le mur tête baissée. Leurs erreurs d'appréciation et leur gestion maladroite de la campagne et du processus électoral de 1989-1990 ne devraient pas se reproduire. Les leaders de la junte en sont convaincus et plus décidés que jamais à contrôler le processus. La situation actuelle interdit donc tout optimisme : les libertés fondamentales (liberté de la presse, liberté d'expression et de mouvements) sont bafouées et rien ne garantit qu'elles soient rétablies à court ou moyen terme¹¹. Malgré de récentes libérations en 2003 et 2004, il y a encore 1 300 à 1 400 prisonniers politiques et l'ensemble de l'opposition (donc les candidats potentiels) reste surveillée ou assignée à résidence¹². À l'exception de petits cercles privés, il est impossible de s'exprimer librement sur un quelconque sujet politique, *a fortiori* lorsqu'il concerne Aung San Suu Kyi, le régime ou la Convention elle-même¹³. Dès

9. Déclaration de la Ligue nationale pour la démocratie (Comité exécutif central), Rangoon, 14 mai 2004.

10. Notamment les Shan Nationalities League for Democracy, All Burma Student Democratic Front, Shan State Army (South), National Council of the Union of Burma (NCUB), National Coalition Government of the Union of Burma (NCGUB), Déclaration du 14 mai 2004 ; Rohingya National Convention, Déclaration du 16 mai 2004 ; cf. Statement of the National Convention Commission, *The Standpoint of the Cease-fire Groups in Relation to the National Convention*, 11 mai 2004.

11. Outre les rapports des ONG observatrices de la situation birmane, deux ouvrages ont récemment illustré ces conditions de vie sous la dictature : Claude Delachet Guillon, *Birmanie, côté femmes*, Genève, Olizane, 2002 et Christina Fink, *Living Silence: Burma under Military Rule*, New York, Zed Books, 2001.

12. Selon le rapport d'Amnesty International (ASA/16/001/2004 du 31 mars 2004), qui a effectué deux visites en Birmanie en février et décembre 2003. Paulo Sergio Pinheiro, rapporteur de l'ONU pour les droits de l'homme en Birmanie, avance des chiffres du même ordre. Cf. conférences de presse, Bangkok, 12 novembre 2003 et 1^{er} juin 2004.

13. Comme en témoigne, en particulier, la Loi n° 5/96 du 7 juin 1996, qui interdit tout commentaire ou critique sur les travaux ou le fonctionnement de la Convention nationale, sous peine d'une condamnation à vingt ans d'emprisonnement.

lors, comment organiser un référendum si l'ensemble du processus de transition n'est pas démocratique ? Par ailleurs, aucun calendrier n'apparaît dans le programme proposé par Khin Nyunt, ce qui révèle à nouveau les hésitations, voire les divisions de la junte, réticente à se fixer une date butoir qui l'obligerait à s'engager. Le régime garde ainsi une marge de manœuvre et se laisse la possibilité de gagner du temps face aux injonctions impatientes (et inévitables) des pays occidentaux notamment, en prétextant que cette forme d'ingérence étrangère ralentit inutilement le processus. La « tactique de la tortue » (se renfermer sur soi puis ressortir la tête une fois le danger écarté) reste la stratégie politique favorite des généraux birmanis.

Pourtant, au début de l'année 2004, la situation interne et externe semblait favorable à l'initiative de Khin Nyunt. L'opposition démocratique, neutralisée par l'assignation à résidence de ses principaux leaders, se montrait même divisée. Certes, Aung San Suu Kyi est la figure de proue de l'opposition et le principal talon d'Achille du régime. Choyée par les médias occidentaux, vénérée de par son nom¹⁴, elle bénéficie incontestablement du soutien des Birmans. Néanmoins, hormis cette figure nationale, l'opposition démocratique est loin d'être unie et ne semble pas pouvoir constituer une véritable force alternative. Âgés, souvent eux-mêmes anciens militaires (Tin Oo, le vice-président de la LND, fut ministre de la Défense de Ne Win et chef d'État major de la *Tatmadaw* de 1974 à 1976), les leaders de la LND n'ont pas le charisme du prix Nobel de la paix. En outre, le principe dynastique a peu de chances de fonctionner après Suu Kyi, ses fils étant considérés comme britanniques et hors du jeu politique birman. La plupart des opposants au régime apparus en 1988-1990 ont été emprisonnés ou placés sous surveillance. L'opposition à l'étranger ne se montre pas non plus unie et le gouvernement en exil (NCGUB) du Dr Sein Win, le cousin de Suu Kyi, n'emporte pas l'adhésion au sein de la communauté exilée ou des groupes militants réfugiés en Thaïlande, aux États-Unis ou en Europe. Une partie d'entre eux, d'orientation radicale, s'opposent en effet aux positions non violentes de la LND, comme l'a prouvé la prise d'otages à l'ambassade de Birmanie à Bangkok par un groupuscule de militants birmans armés en octobre 1999 ; d'autres en appellent à une politique interventionniste de la communauté internationale et à une ingérence militaire¹⁵. Enfin, l'unité entre l'opposition démocratique essentiellement birmane et l'ensemble des minorités ethniques est loin d'être réalisée. Même s'ils ont un profond respect pour la fille d'Aung San, beaucoup de groupes ethniques n'ont pas mené le même combat qu'elle jusqu'à présent. De nombreux insurgés ont fondé leurs luttes sur des revendications identitaires et

14. Aung San Suu Kyi est la fille du héros national de l'indépendance, Aung San, assassiné en 1947, et de Daw Khin Kyi, ambassadrice de Birmanie en Inde dans les années 1960.

15. Rapport du National Council of the Union of Burma (NCUB), *Time for UN Intervention in Burma/Myanmar: A Threat to International Peace and Security*, Bangkok, octobre 2003.

non sur un programme politique concernant l'ensemble de la Birmanie, tel que le prévoyait le modèle Aung Sanien. Ces luttes nationalistes ont plus ou moins été affaiblies par la puissance de feu de l'armée birmane dont les effectifs ont triplé entre 1988 et 2000, et ce grâce à une étroite collaboration avec la Chine. Parallèlement, le général Khin Nyunt et les services de renseignements militaires qu'il dirige depuis 1984 sont à l'origine d'une quinzaine d'accords de cessez-le-feu – plus ou moins achetés ou marchandés – avec ces groupes insurrectionnels (notamment les Was en 1989, les Kachins en 1993 et la Mong Tai Army de Khun Sa, l'ancien baron de la drogue du Triangle d'Or, en 1996). Aujourd'hui, les groupes insurgés subsistant en périphérie du pays (Chins du Chin National Front, Nagas de la faction Khaplang, Shan State Army (South), Rohingyas...), s'ils constituent toujours une menace pour la stabilité régionale – puisqu'ils allient criminalité et insurrections –, n'ont plus qu'une capacité de nuisance résiduelle. De son côté, la minorité karen (représentée par la Karen National Union, KNU), qui lutte depuis 1947 contre le pouvoir central birman, a entamé des pourparlers avec la junte en décembre 2003¹⁶, suivie en février 2004 par les leaders karennis (Karenni National Progressive Party, KNPP). La plupart des groupes qui ont conclu un cessez-le-feu ont récemment intégré la nouvelle Convention nationale et certains se satisfont pour l'instant du *statu quo* politico-économique (les Was, par exemple). Néanmoins, leur agenda politique est souvent très différent de ceux de la junte ou de l'opposition civile birmane. Une partie des Shans¹⁷ est à l'origine d'autres propositions politiques, notamment celle d'une Constitution nettement différente des modèles proposés par la junte ou par l'opposition birmane, puisque préconisant une possibilité de sécession pour chaque groupe ethnique. S'il existe des dialogues bilatéraux entre la junte et l'opposition démocratique, d'une part, entre la junte et les groupes ethniques insurgés, d'autre part, les relations entre la LND et les minorités ne semblent pas aussi solides qu'il n'y paraît. La LND tient notamment à ce que le bouddhisme occupe une place centrale dans le nouvel État démocratique birman, rejoignant en cela les propositions de la junte et se heurtant aux minorités chrétiennes (Karens, Kachins, Chins, essentiellement baptistes) et surtout musulmanes (Rohingyas, musulmans chinois...).

Ainsi, les visions politiques d'une future Birmanie démocratique sont d'une diversité telle que celle-ci entrave tout véritable projet réformateur. En imposant quinze années de frustrations politiques, économiques et sociales, la junte birmane a prouvé qu'elle n'était pas adepte des changements radicaux. Les diverses annonces de l'attachement du régime aux valeurs démocratiques auxquelles aspire le peuple birman et les nombreux replis autarciques du gouvernement militaire face aux

16. *Karen National Union Statement on Talks between KNU and SPDC*, 26 janvier 2004.

17. Interview de Sao Sengsuk, vétéran de la Shan State Army, actuel président de la Shan State Constitution Drafting Commission et porte-parole de la Shan Democratic Union, Chiang Mai, novembre 2003.

pressions extérieures ne sont pas de nature à susciter l'espoir d'un prochain retour à la démocratie. La rhétorique bien rodée du SPDC et sa stratégie habile ne font qu'accroître la déception et l'impatience. Les derniers caciques de la junte résistent à tout changement politique avec à leur tête l'« homme qui voudrait être roi », le chef suprême du Myanmar, le général Than Shwe¹⁸. Reste désormais à évaluer l'impact des luttes d'influences au sein de la junte, notamment entre les services de renseignements militaires de Khin Nyunt, le clan Than Shwe, l'État-major de l'armée, les commandants de région... Si Than Shwe est le véritable décideur, un échec de la feuille de route pourrait bien entraîner la disgrâce de Khin Nyunt, même si l'on ne se débarrasse pas aisément d'un personnage ayant plus de vingt ans de services secrets derrière lui. En revanche, si le processus de transition, tel qu'il est annoncé, suit son cours, il est possible que l'on assiste à un changement d'attitude politique de la junte. Avec la feuille de route de Khin Nyunt, l'armée peut jouer sa dernière carte politique : il paraît peu probable qu'elle abandonne le pouvoir, mais elle peut modifier sa conduite des affaires en libéralisant progressivement ses positions et en concédant une participation sélective aux civils (minorités ethniques et opposition démocratique), la libération d'Aung San Suu Kyi apparaissant comme un ultime atout dans le marchandage de la démocratisation. En tout état de cause, la « démocratisation disciplinée » des généraux birmans – qui recherchent la respectabilité tout en court-circuitant les initiatives de l'opposition démocratique –, est une option politique que l'on peut envisager. D'autant que, dans l'attente d'un changement politique, l'ONU et les pays voisins de la Birmanie, en particulier la Chine (la Thaïlande ayant été échaudée par l'échec du processus de Bangkok et l'Inde hésitant toujours à adopter une politique birmane claire et se retranchant derrière le principe de « non-ingérence ») pourraient pousser la junte à accélérer le processus de réforme visant à assurer une certaine stabilité socio-économique. Parsemée de tentatives avortées et d'échec sanglants, la « voie birmane vers la démocratie » n'en demeure pas moins l'une des plus lentes qui soient. ■

Renaud Egreteau est doctorant en science politique à l'Institut d'études politiques de Paris. Il a passé deux années au Centre de sciences humaines de New Delhi (2002-2004) et poursuit actuellement ses recherches sur la rivalité entre l'Inde et la Chine en Birmanie, et plus généralement sur les relations internationales en Asie et la politique étrangère de l'Inde, au sein de l'Institut de recherches sur l'Asie du Sud-Est contemporaine de Bangkok (IRASEC). Il a publié *Wooing the Generals, India's New Burma Policy* (New Delhi, Authors Press, 2003), et prépare un ouvrage sur la situation politique de la Birmanie (Paris, CERI-Autrement, à paraître début 2005). E-mail : regreteau@yahoo.fr

18. Selon l'expression de Aung Zaw, Birman exilé en Thaïlande, directeur de la revue *Irrawaddy* qui traite de la Birmanie et de l'Asie.